

PRÉFECTURE DU NORD PREFECTURE DU PAS DE CALAIS

**Arrêté interpréfectoral imposant à la SOCIÉTÉ B.P. FRANCE des prescriptions complémentaires pour la remise en état du site de son établissement situé à COURCHELETTES et CORBEHEM.**

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
préfet du Nord,  
chevalier de l'ordre national de la légion d'honneur  
commandeur de l'ordre national du mérite

Le préfet du Pas-de-Calais  
chevalier de l'ordre national de la légion d'honneur  
officier de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement, notamment l'article R 512-31;

VU les différentes décisions préfectorales autorisant la société B.P. FRANCE - siège social : Immeuble Le Cervier - 12 avenue des Béguines - Cergy Saint Christophe - 95866 CERGY-PONTOISE CEDEX - à exploiter une raffinerie et un dépôt de gaz et de liquides inflammables sur le territoire des communes de COURCHELETTES et de CORBEHEM ;

VU le rapport en date du de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 18 décembre 2007 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Pas de Calais lors de sa séance du 20 décembre 2007 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et de Monsieur le secrétaire général du Pas de Calais,

**ARRETE NT**

**Article 1 - OBJET**

La Société BP FRANCE, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé Immeuble LE CERVIER, 12 Avenue des Béguines, Cergy Saint - Christophe, 95866 CERGY PONTOISE CEDEX, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la remise en état des installations qu'elle a exploitées sur les communes de Courchelettes (59) et Corbehem (62).

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent au site de l'ancien dépôt de gaz et de liquides inflammables ainsi qu'aux terrains extérieurs à l'emprise du site qui seraient affectés par la pollution en provenance du site.

L'exploitant doit remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement en fonction de l'usage industriel actuel.

## **Article 2 - CONTROLES**

### **2.1. - Contrôles et analyses**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

### **2.2. - Contrôles inopinés**

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité ancienne de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

## **Article 3 – REMISE EN ETAT DU SOL ET DU SOUS SOL**

Pour la remise en état du site de l'ancien dépôt de gaz et de liquides inflammables, l'exploitant doit réaliser les travaux suivants avant le 30 juin 2008.

### **3.1-Démolition du site et mise en sécurité**

- Clôture, gardiennage du site ;
- Dégazage et/ou nettoyage des installations de stockage et distribution de gaz ;
- Dégazage et nettoyage des cuves et citernes enterrées ayant contenu des hydrocarbures ;
- Dégazage, vidange et nettoyage des canalisations enterrées ayant contenu des hydrocarbures puis vérification et enregistrement de leurs positions géographiques ;

- Autres études qui pourront s'avérer techniquement nécessaires au fur et à mesure de l'avancement de la démolition du site.

### **3.2- Mise en Œuvre de travaux de traitement des sources dans les sols**

- Traitement des terres en dépôt provenant des l'excavation des terres de l'apportement, travaux réalisés en 2001 représentant environ 2500 tonnes, pour atteindre un seuil ne présentant aucun risque en fonction de l'usage industriel actuel du site ;
- Enlèvement des cuves enterrées ayant contenu des hydrocarbures.

### **3.3 – Traitement des eaux souterraines**

- Pompage des hydrocarbures surnageants au droit des zones où ils ont été identifiés (ancien dépôt de liquides inflammables) ;
- Actualisation du rapport ANTEA n° 32998/A d'avril 2004 compte tenu notamment des résultats d'analyses de surveillance des eaux souterraines ;
- Examen d'éventuelles actions complémentaires à celles existantes au 01 octobre 2007 pour tenir compte des objectifs de qualité de la nappe de la craie définis dans le SDAGE ;
- Actualisation si nécessaire du dossier URS du 14 décembre 2005 relatif à une demande d'institutions de servitudes d'utilité publique (SUP) pour l'usage de la nappe de la craie polluée par les hydrocarbures située sur les territoires des communes de CORBEHEM, COURCHELLETES, LAMBRES-LES-DOUAI.

### **Article 4 – MEMOIRE DE FIN DE TRAVAUX**

A l'issue des travaux de remise en état et avant le 30 juin 2008, l'exploitant doit remettre au préfet pour l'ensemble du site un dossier global de fin de travaux répondant notamment aux points repris à l'article 3 du présent arrêté.

### **Article 5 - FRAIS**

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 6**

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

## ARTICLE 7

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord , Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Pas de Calais et Monsieur le sous-préfet de Douai sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Messieurs les maires de COURCHELETTES et CORBEHEM
- Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

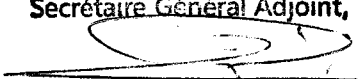
En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairies de COURCHELETTES et CORBEHEM et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Fait à ARRAS, le 11 FEV. 2008

Le préfet,

Par délégation,  
Le Sous-Préfet  
Secrétaire Général Adjoint,

  
Vincent ROBERTI

Fait à LILLE, le 11 FEV. 2008

Le préfet,  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général Adjoint

  
François-Claude PLAISANT

